

RAPPORT N° 2025/3-09
Au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET

**MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE
DU SEUIL DE BOURBON DE LA RIVIERE DE SAINT DENIS - ATTRIBUTION DU MARCHÉ POUR ET
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravinés (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

PREAMBULE :

Dans le cadre de l'opération la restauration de la continuité écologique du seuil de Bourbon sur la rivière de Saint Denis, la CINOR compétente en matière de la GEMAPI a attribué au groupement ACOA / SUEZ CONSULTING l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'ensemble de l'opération restauration de la continuité écologique couvrant la conception, la réalisation des travaux et les aménagements connexes. L'AMO a produit le cahier des charges nécessaire à la désignation d'un maître d'œuvre pour cette opération.

MISSION MOE :

L'enveloppe prévisionnelle allouée à l'opération de protection a été réévaluée par actualisation des prix et s'élève à 4 000 000 €HT dont 270 000,00 € HT pour la maîtrise d'œuvre comprenant la mission de base (AVP/PRO/ACT/EXE/DET/AOR) et les missions complémentaires (actualisation de l'étude de danger, expertise écologique, autorisation environnementale, coordination environnementale).

La procédure de mise en concurrence a été lancée le 02 mai 2025 dans le cadre d'un appel d'offres ouvert européen en application des articles R.2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique, sur la base de l'estimation prévisionnelle suivante : 265 819.00 €HT. La durée du marché est fixée à 36 mois.

La date limite de remise des offres était fixée au 03 juin 2025 à 12 H 00 locale.

Trois (03) plis ont été réceptionnés. Il a été ensuite procédé à l'ouverture de chaque pli. Ont ainsi été enregistrées :

- Groupement HYDRETTUES OI / SBGC / CYATHEA / ECOMED
- ARTELIA
- SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financière et technique, il en est ressorti que l'ensemble des candidatures sont conformes et que tous les candidats possèdent des capacités suffisantes.

La Commission d'appel d'offres, en séance du 18 juin 2025 après avoir constaté que toutes les pièces de candidatures requises ont été remises par l'ensemble des candidats, a examiné leurs capacités financière, technique et professionnelle, a décidé de retenir les candidatures des maîtrises d'œuvre suivantes et a demandé à procéder à l'analyse des offres :

- Groupement HYDRETTUES OI / SBGC / CYATHEA / ECOMED
- ARTELIA
- SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse établi par l'AMO au regard des critères de jugement des offres fixés au règlement de la consultation et de l'application de l'article 4, pris sur le fondement de l'article R. 2113-1 du code de la commande publique, le classement suivant des offres vous est proposé à l'issue de la CAO du 18 juin 2025 :

Candidats	Montant €HT	Classement
HYDRETTUES OI / SBGC / CYATHEA / ECOMED	189 985,00	1
SCP	232 110,09	2
ARTELIA	257 327,09	3

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-09-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché de maîtrise d'œuvre pour la restauration de la continuité écologique du seuil de bourbon de la rivière de Saint Denis ;
- Approuver le classement des offres au vu du rapport d'analyse des offres et attribuer le marché à l'entreprise suivante ;

Entreprise	Montant €HT
HYDRETTUES OI / SBGC / CYATHEA / ECOMED	189 985,00

- Autoriser le Président à signer le marché de maîtrise d'œuvre avec l'entreprise attributaire et, dans le cas où ce bureau d'étude attributaire ne remettrait pas des pièces définies aux articles R. 2123-1 du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les bureaux d'études classés suivants sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique).

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2025/3-09
Du bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

**MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE
DU SEUIL DE BOURBON DE LA RIVIERE DE SAINT DENIS - ATTRIBUTION DU MARCHÉ POUR ET
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liées aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission

Sur le RAPPORT n° 2025/3-09 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du marché de maîtrise d'œuvre pour la restauration de la continuité écologique du seuil de bourbon de la rivière de Saint Denis ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-09-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

ARTICLE 2

D'approuver le classement des offres au vu du rapport d'analyse des offres et attribuer le marché à l'entreprise suivante ;

Entreprise	Montant en €HT
HYDRETTES OI / SBGC / CYATHEA / ECOMED	189 985,00

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer le marché de maîtrise d'œuvre avec le bureau d'étude attributaire et, dans le cas où ce bureau d'étude attributaire ne remettrait pas des pièces définies aux articles R. 2123-1 du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les bureaux d'études classés suivants sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIL 2025

Le Président
Maurice GIRONCEL

